

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

**Vie de la société**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 47 (1906), p. 1-5

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1906\\_\\_47\\_\\_1\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1906__47__1_0)

© Société de statistique de Paris, 1906, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

# JOURNAL

DE LA

## SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 1. — JANVIER 1906

### I

#### PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 20 DÉCEMBRE 1905

**SOMMAIRE.** — Adoption du procès-verbal de la séance du 15 novembre 1905. — Présentation d'un membre associé et de quatre membres titulaires — Ouverture du scrutin pour le renouvellement partiel du bureau et du conseil. — Présentation d'ouvrages : MM. Levasseur, March, Barriol, le Secrétaire général. — Discussion sur la note de M. Malzac relative aux éléments statistiques à calculer pour l'élaboration des lois d'assistance aux vieillards et des retraites ouvrières. — Observations de MM. Desroys du Roure, March, Cadoux, Barriol, Malzac. — Proclamation des résultats du scrutin. — Communication de M. Cadoux sur une caisse d'épargne privée.

La séance est ouverte à 9 heures, sous la présidence de M. DES ESSARS.

Le procès-verbal de la précédente séance est adopté.

M. le PRÉSIDENT annonce qu'il a reçu les demandes d'admission suivantes :

Sont présentés :

1° Comme *membre associé* : M. JULIN, directeur de l'office du travail de Belgique, par MM. L. March et Yvernès ;

2° Comme *membres titulaires* : MM. GUERNAUT, directeur du mouvement général des fonds, par MM. Charles Laurent, Payelle et A. Neymarck ; ROULLEAU, commis à la Banque de France, 14, rue de Paris, Asnières (Seine), par MM. des Essars et Fléchet ; Charles GILLET, secrétaire général des chemins de fer régionaux des Bouches-du-Rhône, 107, rue de Rome, par MM. des Essars et Fléchet ; DUBERN, attaché à la Banque de France, 3, rue Hamelin, par MM. Ch. Laurent et Barriol.

Conformément aux statuts, il sera statué sur ces demandes à la prochaine séance.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL lit la liste des ouvrages reçus depuis le 15 novembre et dont on trouvera la nomenclature à la fin de ce fascicule p. 40.

Le scrutin pour le renouvellement partiel du Bureau et du Conseil est ouvert. Il sera fermé à 10 heures.

M. LEVASSEUR signale à la Société une importante publication que vient de faire la commission centrale impériale et royale d'Autriche pour le Ministère de l'agriculture et qui est intitulée : *Das Getreide im Weltverkehr ; statistische Tabellen über Production, Konsum und Preise*. L'auteur est M. DE SARASCHEK, membre de l'Institut international de statistique. C'est un volume de trois cent soixante-quinze pages,

composé de tableaux de chiffres sur la production agricole, superficie, récolte, rendement, etc., dans vingt-cinq pays, depuis l'année 1896 pour la plupart de ces États, sur le commerce dans vingt-neuf pays, sur la consommation dans sept pays, sur les prix dans treize pays. Le volume se termine par des tableaux récapitulatifs et comparatifs. C'est le recueil le plus complet qu'il connaisse en ce genre. Les tableaux comparés des prix peuvent être rapprochés de ceux qu'a donnés M. Bela Toldès il y a quelques mois.

M. MARCH présente l'*Annuaire statistique* de 1904 et insiste sur les transformations qu'il a subies depuis quatre ans, telles que l'insertion d'un tableau récapitulatif donnant les principaux indices économiques (environ 80). Ce travail a été effectué pour continuer les intéressantes études faites par M. A. Neymarck.

M. BARRIOL présente les nouvelles *Tables des intérêts composés, annuités et amortissements* de M. Arnaudeau : il rappelle que notre collègue, un des membres les plus âgés de la Société, a effectué tous ces calculs sans le secours d'aucun aide et que cet important recueil de données numériques présente une utilité incontestable, car il facilite les interpolations entre des taux d'intérêt variant de dixième en dixième. Il espère que cet ouvrage sera bien accueilli et qu'il trouvera le même succès que les tables de Violine et de Péreire.

L'ordre du jour appelle la discussion sur le travail présenté par M. Malzac au sujet des éléments statistiques pour les lois d'assistance aux vieillards et des retraites ouvrières.

M. DESROYS DU ROURE, faisant allusion au procédé de calcul employé par M. Malzac, ne croit pas que l'on puisse déduire avec quelque certitude le nombre probable des assistés, en se servant de celui des non-imposés. C'est ainsi que dans le département de la Seine, il n'y a aucun rapport entre ces deux nombres. A Paris en particulier, on assimilerait aux indigents un grand nombre de personnes, simplement parce que le chiffre de leur loyer serait plus petit que 500 fr.

L'orateur rappelle que, dans quelques villes, il arrive même que, dans certaines conditions, les célibataires sont exemptés, tandis que les gens mariés ne le sont pas !

M. Lucien MARCH remercie M. Malzac d'avoir signalé à la Société les évaluations divergentes produites dans la discussion de la loi qui a institué l'assistance obligatoire aux vieillards infirmes et incurables. M. Malzac ne s'est pas borné, en effet, à constater le désaccord des estimations ; il a pensé qu'une nouvelle méthode, dont il a fait lui-même l'essai, pourrait fournir des résultats plus sûrs et procurerait également des renseignements utiles au projet de loi sur les retraites ouvrières. La méthode consiste à rapprocher les matrices des contributions directes et les listes électorales, de façon à déterminer le nombre de vieillards non imposés et, par conséquent, réputés indigents.

M. March, tout en étant convaincu du grand intérêt des renseignements contenus dans les matrices des contributions directes et de l'utilité de combiner ces renseignements avec ceux que l'on possède par ailleurs sur les contribuables, estime que l'enquête réclamée par M. Malzac ne serait pas d'une grande utilité pour le calcul des charges de l'assistance obligatoire ou des retraites ouvrières. Le dénombrement par âge des électeurs non imposés ne ferait connaître qu'une fraction des personnes à secourir, la partie la mieux connue par d'autres moyens ; il serait sans objet, au point de vue des retraites ouvrières, puisque la retraite est accordée aux employés et ouvriers en raison de leur qualité, sans aucune considération des ressources dont ils disposent.

Revenant aux critiques dont les évaluations précédentes ont été l'objet, M. March explique que les écarts de ces évaluations peuvent tenir à l'imprécision des termes. Le législateur évite avec soin de définir, mais la statistique ne peut mesurer ce qui est bien délimité ; il faut donc établir le départ entre les éléments statistiques rentrant dans des cadres fermement tracés et les évaluations portant sur des catégories mal délimitées, telles que les indigents, les infirmes, les incurables, les ouvriers, les patrons, etc.

Avec l'assentiment des membres présents, M. March se propose de soumettre à la Société les éléments numériques utiles pour déterminer l'incidence des deux lois examinées par M. Malzac, en distinguant ceux qui ont une base statistique et ceux qui sont de simples estimations.

Les statistiques utilisables pour déterminer le nombre des personnes admissibles aux secours organisés par la loi d'assistance sont les statistiques de l'assistance médicale gratuite et les statistiques des établissements de bienfaisance. Les premières font connaître le nombre des vieillards de soixante-dix ans qui ont déjà réclamé leur inscription sur une liste de secours. Leur nombre peut être estimé à 232 000 au minimum, non compris ceux qui sont placés dans les hôpitaux et asiles. On possède également le nombre des individus secourus comme infirmes par les bureaux de bienfaisance : 115 000 ont moins de soixante ans. D'autre part, les hospices et asiles comprennent déjà 68 000 vieillards, infirmes et incurables. On obtient ainsi un total de 415 000 personnes, auxquelles il faudrait pouvoir ajouter : 1° les infirmes âgés de soixante à soixante-dix ans; 2° les individus atteints d'une maladie incurable et âgés de moins de soixante-dix ans. Leur nombre n'est pas connu, mais on sait que parmi les secourus au titre de l'assistance médicale, on compte 346 000 vieillards âgés de soixante à soixante-dix ans, ce qui peut servir à marquer une limite supérieure du nombre des bénéficiaires éventuels de la nouvelle loi. D'ailleurs, ce nombre est subordonné à l'interprétation des articles de la loi; l'expérience qui va commencer le 1<sup>er</sup> janvier 1907 apprendra de quelle largeur de vues procédera cette interprétation.

En ce qui concerne les retraites ouvrières, le projet actuellement en discussion prévoit deux catégories de participants : des participants forcés et des participants volontaires.

Parmi les premiers se trouvent compris : 1° les employés et ouvriers travaillant à demeure sous la direction d'un patron. Leur nombre est d'environ 9 400 000 (y compris les domestiques), dont 3 millions dans l'agriculture; 2° les ouvriers isolés à emploi irrégulier, travaillant tantôt chez l'un, tantôt chez l'autre, au nombre d'environ 1 386 000, dont 730 000 dans l'agriculture; 3° les ouvriers à domicile, au nombre d'environ 630 000.

Ces derniers chiffres ne sont pas fournis par la statistique, qui fait seulement connaître le total des travailleurs isolés, y compris les petits patrons : ce sont des évaluations. Le nombre des participants forcés sera donc d'environ 11 millions et demi.

Les participants volontaires seront compris dans les catégories suivantes : 1° petits patrons travaillant isolément sans aides; 2° petits patrons travaillant en commun, mais n'occupant aucun salarié; 3° petits patrons occupant comme aides les membres de leur famille.

Le nombre de ces petits patrons n'est pas fourni exactement par les statistiques, mais celles-ci permettent de l'évaluer à 4 millions et demi environ.

Le recensement de 1901 a fixé le nombre total des personnes exerçant une profession au chiffre de 18 millions et demi (non compris les personnes au service de l'État, des départements ou des communes). Sur ce nombre, 16 millions pourront participer aux retraites organisées par la loi; 2 millions et demi ne participeront pas, sauf exception pour celles dont la cote personnelle et mobilière n'atteindrait pas une valeur à déterminer et qui seront admises aux versements facultatifs.

Le recensement permet de classer les participants par groupes d'âge et, en se basant sur la loi de mortalité de la population générale, de déterminer le nombre des survivants à l'âge de la retraite. On voit que des éléments statistiques ou des estimations rationnelles existent pour permettre d'apprécier à l'avance l'effet des principales dispositions du projet de loi. On ne manque complètement d'informations que sur un point, à savoir : sur le classement par profession des assujettis à la contribution personnelle et mobilière.

L'enquête dont M. Malzac a pris l'initiative permettrait de combler cette lacune, mais M. March pense qu'au lieu de comparer les matrices des contributions avec les

listes électorales, il vaudrait mieux les confronter avec la liste nominative des habitants dressée à la suite du recensement.

M. le PRÉSIDENT annonce que le scrutin, fermé à 10 heures, a été aussitôt dépouillé par MM. Huber et Meuriot, et proclame les résultats suivants :

*Nombre de votants : 68; majorité absolue : 35*

Président d'honneur . . . . .	M. Paul DOUMER . . .	62 voix
Président pour 1906 . . . . .	M. FONTAINE . . . . .	67 —
Vice-président pour trois ans . . . . .	M. PAYELLE . . . . .	68 —
Secrétaire général pour trois ans . . . . .	M. FLÉCHEY . . . . .	67 —
Trésorier-archiviste pour trois ans . . . . .	M. MATRAT . . . . .	67 —
Membres du Conseil pour trois ans. {	M. Charles LAURENT . . . . .	68 —
	M. MALZAC . . . . .	68 —

Le Bureau et le Conseil se trouvent donc composés de la manière suivante pour l'année 1906 :

*Président* : M. Arthur FONTAINE.

*Vice-présidents* : MM. Lucien MARCH, Albert DELATOUR, PAYELLE.

*Secrétaire général* : M. Edmond FLÉCHEY.

*Trésorier-archiviste* : M. Paul MATRAT.

*Membres du Conseil* : MM. LIMOUSIN, YVERNÈS, LÉON VASSILLIÈRE, BARRIOL, Charles LAURENT et MALZAC; M. Barriol continuant à remplir les fonctions de secrétaire des séances.

La discussion sur la note de M. Malzac se continue.

Au sujet des retraites ouvrières, M. CADOUX fait remarquer que M. Cheysson avait, dans une précédente communication faite à la Société (1), donné un grand nombre de chiffres relatifs à la répartition et à la capitalisation. Il serait intéressant d'avoir cette communication qui est toute d'actualité.

M. FLÉCHEY rappelle que cette communication, très remarquée et au sujet de laquelle des renseignements lui ont été fréquemment demandés, n'a jamais été publiée *in extenso* sous forme d'article spécial dans le Journal de la Société.

M. BARRIOL fait observer cependant que la communication de M. Cheysson a été discutée et que les résultats auxquels il était arrivé dans sa comparaison des primes de répartition et de capitalisation ont été publiés dans certains recueils, notamment dans le *Bulletin des actuaires belges*.

M. CADOUX rappelle que, dans diverses organisations (mines, ville de Paris, etc.), on fait des versements viagers qui arrivent à donner d'importantes retraites. Celles-ci ne seront certainement pas supprimées ou même réduites par la loi. Il faudra tenir compte, dans les évaluations, du nombre des personnes soumises à la loi et, dans le calcul des charges, des retraites acquises avec l'aide des organismes déjà existants.

M. BARRIOL indique que la commission des retraites de l'Association française contre les accidents se préoccupe vivement de cette question des organismes actuels que la loi peut anéantir. D'ailleurs, à son avis, si le principe de la répartition était voté, ces organismes seraient frappés à mort; il faut donc de la capitalisation à l'exclusion de tout autre système, même du système allemand de répartition à longues périodes!

M. MALZAC n'avait pas envisagé que sa communication donnerait lieu à une si intéressante discussion et il félicite M. March de son travail. Il voulait donner une simple indication de méthode, montrer l'utilité de tracer des règles. Au Ministère de l'Intérieur, on continuera le travail qu'il avait commencé ou plutôt esquissé.

M. CADOUX demande à communiquer une petite étude sur une caisse d'épargne

---

1. Numéro du présent Journal d'avril 1903, p. 118.

qu'il a suivie de 1835 à 1905. Le milieu (Auxerre) dans lequel a évolué cette caisse n'a pas varié, la population a seule fléchi. Cette caisse d'épargne, bien administrée, a seulement subi la concurrence de la caisse d'épargne postale.

On remarque d'ailleurs, dans le graphique présenté par M. Cadoux, que l'augmentation des dépôts part de 1870 ; leur montant fléchit en 1898 (campagne de déniguration) et augmente en 1903.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 11 heures.

Le Secrétaire général,  
E. FLÉCHEY.

Le Président,  
P. DES ESSARS.

---